

Service public

L'autogoal du président des CFF sur les futurs tarifs

Un modèle flexible visant à faire payer plus ceux qui profitent de prix au kilomètre très bas est à l'étude. Ulrich Gygi sème la colère

François Modoux

Difficile d'imaginer un plus mauvais timing. Alors que les CFF, avec La Poste et Swisscom, sont attaqués par les partisans de l'initiative «En faveur du service public, le président sur le départ des CFF, Ulrich Gygi, ne craint pas de tenir des propos impopulaires. Et il se fait taper sur les doigts.

Tirant son bilan dans la *SonntagsZeitung*, Ulrich Gygi a révélé que les CFF étudient un système de prix flexibles, aux kilomètres parcourus. La compagnie veut aussi faire payer plus cher l'abonnement général (AG) aux pendulaires avalant chaque jour ouvrable de longues distances.

Les propos du président ont le mérite de la franchise. Mais ils sont jugés «calamiteux» ou carrément «irresponsables» par des membres du comité contre l'initiative dite «Pro Service Public», soumise au vote le 5 juin. «C'est une faute politique gravissime d'un homme en fin de mandat et à l'ego surdimensionné», déplore Olivier Français (PLR/VD), président de la Commission des transports du Conseil des Etats. «Ulrich Gygi aurait pu se taire avant un vote délicat pour les CFF et à l'issue incertaine», enchaîne le conseiller national Roger Nordmann (PS/VD), vice-président de l'Association Transports et Environnement (ATE).

Le désaveu le plus cinglant est venu directement des CFF. Pour le management, le CEO Andreas Meyer en tête, l'intervention d'Ulrich Gygi est vécue comme

«C'est une faute politique gravissime d'un homme en fin de parcours»



Olivier Français
Conseiller
aux Etats
(PLR/VD)

«Il aurait pu se taire avant un vote délicat pour les CFF et à l'issue incertaine»



Roger Nordmann
Conseiller
national
(PS/VD)

«Pro Service Public» a été largement sous-estimée»

● Inquiétés par les sondages favorables à l'initiative dite «Pro Service Public», les opposants se mobilisent. Plusieurs prises de parole ont ponctué le week-end. Dans *Le Matin Dimanche*, la conseillère fédérale Doris Leuthard s'est faite menaçante: «Si l'initiative passait, nous nous retrouverions comme il y a vingt ans. Autant dire avec un service public affaibli.» Elle justifie sans états d'âme la différence de salaire entre un ministre suisse et les patrons de La Poste, de Swisscom et des CFF: «Dans toutes les banques

une trahison. Selon deux sources différentes, l'évolution à long terme des tarifs a été discutée il y a quelques jours entre le conseil et la direction. Il était convenu que les projets à l'étude, très ouverts, devaient rester confidentiels.

Un camouflet

Pas étonnant que les CFF aient réagi, hier, en publiant un communiqué qui inflige un camouflet au président trop bavard. Cherchant à rassurer les Suisses, la compagnie recadre les déclarations d'Ulrich Gygi. «Les CFF veulent stabiliser les prix des billets», corrige le texte à l'attention du public, «qui aura pu croire qu'à l'avenir le rapport prix-prestation de l'AG sera fortement dégradé.

Les CFF désavouent aussi leur président en donnant la parole à celle qui est déjà désignée pour lui succéder dès juillet. Monika Ribar est citée pour rappeler l'objectif à long terme des CFF: «Dans une concurrence intermodale renforcée, nous devons rester attractifs en matière de prix, baisser les

coûts du système et augmenter les taux d'occupation.» Comble de la cacophonie, Ulrich Gygi est lui-même cité pour délivrer le message qui ne figure pas dans l'interview qu'ont lue les lecteurs de la presse dominicale: «Les CFF en-

460

En milliers, le nombre d'abonnements généraux vendus par les CFF l'an dernier (en hausse de 1,6% par rapport à 2014)

treprennent tout pour que les prix n'augmentent que de manière modérée, voire pas du tout», précise un Ulrich Gygi penaud.

Pas de tabou

Sur le fond, l'évolution des tarifs ne doit pas constituer un tabou, admet toutefois Roger Nordmann: «Les CFF ne doivent pas s'interdire de réfléchir à de nouveaux modèles. Les billets dégriffés ou les tarifs réduits comme Voie 7 sont des premiers pas positifs qui aident à mieux remplir les trains hors des heures de pointe.»

S'agissant des pendulaires, «les profiteurs de l'AG» selon Ulrich Gygi, Roger Nordmann pense aussi qu'il y a de la marge de manœuvre: «Ce n'est pas absurde de réfléchir à un système plus équitable pour les utilisateurs de l'AG. Celui qui parcourt 50 000 ou 70 000 km par an voyage à un prix au kilomètre très bas. Imaginer qu'il paie un jour un petit peu plus n'est pas choquant.»

Olivier Français est aussi d'avis que des problèmes tarifaires sont à régler à moyen terme. Mais il dénonce un manque de sens politique: «Le faire comme ça, sur un coup de tête, c'est saborder les efforts de Doris Leuthard qui cherche un financement durable du rail et de la route.»

cantonales, les CEO gagnent plus qu'un conseiller fédéral.»

Dans *Schweiz am Sonntag*, Petra Gössi, présidente du PLR suisse, admet que l'initiative «a été largement sous-estimée par la classe politique». Dans le *SonntagsBlick*, le président de Swisscom, Hansueli Loosli, menace: «En cas de oui, la qualité des prestations diminuerait et les impôts augmenteraient.» Quant à Ulrich Gygi, président des CFF, il dénonce un texte «au titre qui sonne bien» mais au contenu «démagogique» qui «trompe le citoyen».